de Toulouse tous appellans comme d'abus des procez verbeaux & ordonnances de visite de Mr. d'Oleron. Les trois Eglises dont je viens de parler, n'ont qu'un seul Curé, que Mrs. de Malte prétendent exempt de la juridiction Episcopale: cet Ordre a avancé deux propositions, l'une que les Evêques dans leurs visites n'ont qu'un droit limité, & l'autre qu'hors de leur visite ils n'ont aucun pouvoir.

Mr. d'Oleron répondant à la première, soutient en premier lieu, que les Evêques ont droit de visiter les Eglises exemptes: secondement, en examinant la nature de l'exemption de l'Ordre de Malte, il établit le pouvoir des Evêques sur un droit ancien, primitif & invariable, sur la disposition des Canons, des Conciles, des Bulles des Papes, & des Ordonnances, sur la possession de tous les Prélats du Royaume, & enfin sur l'utilité des paroisses.

A l'égard de la seconde proposition, Mr. d'Oleron fait voir, que l'exemption de l'Ordre de Malte n'est point formelle contre le droit des Evêques; que si elle l'étoit, elle cesseroit dès lors d'être canonique: il montre ensuite que la prétention de l'Ordre de Malte, de vouloir restreindre le droit des Evêques, à la seule visite des Tabernacles & fonts baptismaux, est contraire à ses propres titres & aux Bulles qu'il rapporte: en troisième lieu, qu'il n'a point de possession & qu'il y en a une acquise contre lui. Le Prélat cite à cette occasion le premier Concile d'Orléans en 511. la lettre du Pape Leon IV. aux Evêques de Bretagne; les Conciles de Latran